

Sachdokumentation:

Signatur: DS 2725

Permalink: www.sachdokumentation.ch/bestand/ds/2725



Nutzungsbestimmungen

Dieses elektronische Dokument wird vom Schweizerischen Sozialarchiv zur Verfügung gestellt. Es kann in der angebotenen Form für den Eigengebrauch reproduziert und genutzt werden (private Verwendung, inkl. Lehre und Forschung). Für das Einhalten der urheberrechtlichen Bestimmungen ist der/die Nutzer/in verantwortlich. Jede Verwendung muss mit einem Quellennachweis versehen sein.

Zitierweise für graue Literatur

Elektronische Broschüren und Flugschriften (DS) aus den Dossiers der Sachdokumentation des Sozialarchivs werden gemäss den üblichen Zitierrichtlinien für wissenschaftliche Literatur wenn möglich einzeln zitiert. Es ist jedoch sinnvoll, die verwendeten thematischen Dossiers ebenfalls zu zitieren. Anzugeben sind demnach die Signatur des einzelnen Dokuments sowie das zugehörige Dossier.

CONDITIONS DE VIE, SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES FAMILLES AVEC ENFANTS PARTICIPANT AUX DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES DURANT LA CRISE DU COVID-19 À GENÈVE

INTRODUCTION

L'impact économique de l'épidémie de Covid-19 et des mesures de réduction des risques de transmission a engendré une baisse de revenu pour un grand nombre de ménages en Suisse. Cette situation touche particulièrement les personnes en situation préalable de précarité telles que les travailleurs sans statut légal (sans-papiers) et ceux actifs dans des secteurs n'ayant pas bénéficié des mesures fédérales de protection contre les effets de la crise.

A Genève, depuis le début la crise Covid-19, le nombre de personnes faisant appels aux dispositifs d'aide alimentaire d'urgence a quintuplé. Ce phénomène d'insécurité alimentaire progressant rapidement illustre le fait qu'une partie croissante de la population du canton peine à satisfaire ses besoins essentiels.

Du 2 mai au 6 juin 2020, une distribution alimentaire organisée par la Caravane de la Solidarité et ses partenaires publics et associatifs s'est tenue chaque semaine à la patinoire des Vernets. Médecins sans frontières (MSF) et les Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) ont fourni diverses interventions médicales pour les bénéficiaires de ces distributions. Une première enquête, menée le 2 mai 2020, a exploré les besoins en matière de santé de cette population. Outre les mauvaises conditions de logement impliquant un risque accru d'exposition au Covid-19 et une difficulté à respecter les règles d'isolement en cas des symptômes, cette enquête a révélé différentes insécurités concernant la satisfaction des besoins de base (soins, alimentation) chez la majorité des personnes interrogées.

Si l'insécurité alimentaire est inquiétante chez l'adulte, elle peut rapidement avoir des conséquences graves chez l'enfant. Au fil des dernières semaines, un nombre grandissant de familles avec jeunes enfants s'est présentée aux distributions alimentaires hebdomadaires.

Afin de mieux comprendre la situation actuelle et les besoins de ces familles, nous avons mené une seconde enquête ciblant les ménages avec un ou plusieurs enfants à charge de moins de 13 ans **le 6 juin 2020**, 4 semaines après la deuxième des trois phases de déconfinement.

MÉTHODOLOGIE

Après avoir reçu une information sur les buts de l'enquête et donné leur consentement verbal éclairé, les participants ont répondu à un questionnaire de manière anonyme. Aucune donnée permettant l'identification n'a été récoltée. Les questions portaient sur les conditions de logement, la santé, l'accès aux soins, l'inclusion dans le système scolaire et la sécurité alimentaire. Le questionnaire, basé sur celui de la première enquête et dérivé de l'Etude Parchemins a été administré en plusieurs langues (français, anglais, espagnol) sur un support électronique permettant une saisie sécurisée des données. Des interprètes ont simultanément traduit les questions en portugais, arabe, farsi et tigrinya si nécessaire. Les enquêteurs, préalablement formés, ont proposé l'étude au plus grand nombre possible de personnes adultes présentes dans la file d'attente en amont de la distribution de nourriture. Les personnes éligibles étaient celles ayant au moins un enfant de moins de 13 ans à charge à Genève. Une seule personne par famille a été interrogée. Les réponses ont été saisies sur un

questionnaire électronique à l'aide d'une application spécialisée et les données ont été stockées sur un serveur sécurisé.

PRINCIPAUX RÉSULTATS (résultats complets en fin de document)

Au total, 399 personnes ont été abordées consécutivement dans la file d'attente et 358 (89.7%) ont accepté de répondre. 48 personnes sans enfant de moins de 13 ans à charge à Genève ont été exclues. Les données de 310 adultes et de 542 enfants ont été incluses dans l'analyse. La médiane d'enfant à charge de < 13 ans était de 2 par ménage. L'âge médian des 542 enfants était de 5 ans avec une prédominance d'enfant âgés de plus de 5 ans (0-23 mois : 93 (17,1%); 2-4 ans 144 (26,6 %); 5-12 ans 305 (56,3%)). Les adultes étaient majoritairement de femmes (71,6%) dont l'âge moyen était de 37 ans (valeurs minimum-maximum : 18-67 ans) et 40,1 % des personnes interrogées élevaient seules leurs enfants.

Contrairement à la première enquête, les personnes migrantes sans statut légal (sans-papiers) ne représentaient que 21.8 % des participants (52% auparavant) alors que la majorité des répondants avaient un permis de séjour et donc accès aux prestations d'aide sociale. A noter la présence de 10.1% de citoyens suisses (3.4% lors de la première enquête) et de 13% de personnes avec un permis de séjour de longue durée (permis C). Au total, 53.5 % des participants étaient au bénéfice d'un permis temporaire (Permis B : 38,8% ; Permis F : 12,4%, permis N (requérants d'asile) : 1,3%, autres permis : 1%) et 2% de passage ou inconnu.

Concernant le logement, 14 % des ménages vivaient dans un hébergement collectif (foyer ou abris pour personne sans domicile fixe). Les autres vivaient en appartement ou maison avec une médiane de 3 (2-8) co-habitants. La médiane de densité d'occupation (personnes/pièce pour dormir) était de 2 (0.4-7) (2.5 lors de la première enquête) et 58.3 % des répondants (48% lors de la première enquête) rapportaient une situation de surpeuplement (index >2) dans leur logement avec des différences importantes entre les résidents suisse (26.9%) et ceux sans-papiers (79.3%).

La majorité des répondants (53,2%) se déclarait en situation d'insécurité de logement avec une difficulté à payer le loyer, tout particulièrement parmi les personnes sans papier (71,9%) et 6.8% des personnes interrogées (12.1% des sans-papiers) avaient perdu leur logement ou dû déménager depuis le début de la crise Covid-19.

Avant la pandémie, sur le plan de l'accès à l'alimentation, 37.4% des participants déclaraient avoir déjà dû réduire au moins une fois la qualité ou la quantité de leur nourriture achetée par manque de ressources économiques (insécurité alimentaire). En outre, 26.5% des répondants avaient déjà dû réduire la qualité ou la quantité de nourriture pour leurs enfants. Depuis le début de la crise Covid-19, ces proportions sont montées à 68.1% pour les adultes et 51.1% pour les enfants. De plus, 23,5 % des adultes et 8.8% des enfants ont dû renoncer à au moins un repas tandis que 6.2% des adultes et 1% des enfants ont passé au moins une journée entière sans manger. Les ménages suisses ou au bénéfice d'un permis de longue durée semblaient plus souvent affecté par l'insécurité alimentaire.

Concernant l'exposition au Covid-19, 5,2 % des répondants ont présenté des symptômes compatibles avec l'infection sans faire de test diagnostic alors que 1,6% ont présenté une infection à Covid-19 documentée par un test positif (3.4% lors de la première enquête). Seules 23.8% des personnes symptomatiques ont donc fait un test de dépistage ce qui est stable par rapport à la première enquête. De plus, 3 participants avec symptômes ont partagé leur logement avec un cas Covid-19 confirmé. Au

total, 2.6% des répondants sont des cas confirmés ou probables contre 4.5% lors de la première enquête.

En matière d'accès aux soins des enfants, 93,9% avaient un pédiatre référent. Cette proportion était de 79.6% pour les enfants des sans-papiers. De manière générale, 93.1% des enfants avaient consulté leur pédiatre au cours des 12 derniers mois. Les raisons financières (28.1%), un suivi aux HUG (18.8%), ne pas connaître le système de santé (15.6%), l'absence d'utilité ressentie (12,5%) et la barrière d'accès due à la langue (3.1%) étaient les principaux motifs expliquant l'absence de pédiatre traitant chez les 32 enfants non suivis.

Parmi les 92 enfants âgés de moins de 2 ans, seuls 31.6 % étaient allaités (allaitement maternel exclusif ou mixte), 54.4% recevaient du lait artificiel (exclusivement ou avec du lait maternel) et 20.6% recevaient du lait de vache (exclusivement ou avec du lait maternel). Parmi les enfants recevant du lait de vache, 4 enfants avaient 7 mois ou moins (1 enfant de 7 mois, 2 enfants de 6 mois et 1 enfant de 2 mois). Avant le début de la crise Covid-19, seuls 60% des répondants avec enfants allaités au lait artificiel ne rapportaient aucune difficulté financière à acheter le lait en poudre. Ce chiffre est descendu à 46% depuis le début de la crise.

La très grande majorité (91.1%) des enfants âgés de 4 ans ou plus étaient scolarisés. Parmi les 32 enfants non scolarisés, 28 allaient commencer l'école à la rentrée suivante, 2 enfants avaient une procédure de scolarisation en cours. Pour 2 enfants, la raison était inconnue.

Les enfants d'âge préscolaire étaient majoritairement gardés par leurs parents (70%). 50 enfants (28,6%) fréquentaient une crèche, une garderie ou une maman de jour.

LIMITES

Cette enquête ne prétend pas être représentative de l'ensemble des familles en situation de précarité sociale et économique à Genève. Cependant elle reflète la situation des familles avec enfants de moins de 13 ans qui se sont présentées à la distribution alimentaire du 6 juin 2020. En raison du nombre de personnes présentes et de la difficulté à coordonner tous les enquêteurs dans le contexte de la foule, la totalité des ménages avec enfants de < 13 ans n'a pas pu être incluse. De plus, des personnes ne parlant aucune des langues du questionnaire ou accessibles aux interprètes n'ont pas pu être incluses. A notre avis, cette situation qui n'a concerné que peu de personnes, n'affecte pas significativement les résultats de l'enquête. Comme toute enquête qui repose sur les déclarations des participants, des biais de compréhension et de réponse sont possibles. Néanmoins, l'anonymat et les explications sur les objectifs de l'enquête ont contribué à limiter ce biais potentiel.

Par ailleurs, au vu de la limitation du temps imparti, nous avons dû nous limiter aux familles avec des enfants < 13 ans et n'avons pas pu inclure les adolescents.

CONCLUSIONS

Les résultats illustrent les multiples domaines de précarité qui touchent les familles avec enfants se présentant aux distributions alimentaires. Depuis la première enquête menée un mois plus tôt, on observe une évolution du profil social des bénéficiaires de ces distributions avec l'augmentation marquée de la proportion de personnes suisses ou avec permis de séjour et donc éligibles à recevoir une aide sociale. Ceci illustre que malgré les multiples initiatives de soutien aux besoins de bases mis en place depuis le début de la crise et la reprise partielle de l'activité économique dans le cadre du

déconfinement, un grand nombre de famille avec enfants d'âge scolaire, y compris suisses, continue à présenter des difficultés à subvenir à ses besoins essentiels.

Il est frappant de constater l'ampleur et la rapide augmentation de l'insécurité alimentaire parmi ces familles depuis le début de la crise. Au moment de cette enquête, la moitié des répondants avaient dû réduire la qualité et la quantité de nourriture achetée et près d'un quart se priver d'un ou plusieurs repas. Si les adultes essayaient de préserver leurs enfants en se privant davantage de nourriture, 8,7% de ces familles ont été amenées faire manquer un ou plusieurs repas à leurs enfants et quelques enfants ont même passé des journées entières sans manger.

On observe également que la difficulté d'accès au lait artificiel a augmenté depuis le début de la crise et que certains très jeunes nourrissons sont alimentés au lait de vache non maternisé quand bien même cela est médicalement contre-indiqué. Ces données démontrent qu'à Genève, malgré les aides à disposition, nombre de familles vivent dans l'insécurité alimentaire et peuvent être exposées à la faim dans le contexte de la crise Covid-19. Cela peut potentiellement avoir de graves conséquences sur le développement de ces jeunes enfants et souligne la nécessité de pouvoir rapidement répondre aux besoins essentiels de ces ménages.

Parallèlement, on note que l'inclusion dans le système scolaire et l'accès aux soins des enfants de cette population est de manière générale excellente.

Sur la base de cette enquête, les recommandations suivantes peuvent être proposées :

1. S'assurer que les personnes qui cumulent divers domaines d'insécurité (financière, logement, alimentation) puissent accéder sans obstacle, complètement et rapidement aux aides prévues à cet effet
2. Poursuivre le dispositif de distributions alimentaires, y compris de lait en poudre
3. Monitorer en continu l'évolution du profil des bénéficiaires et des besoins afin d'adapter l'offre
4. S'assurer que les familles dont les enfants sont en situation d'insécurité alimentaire et exposés à la faim fassent l'objet d'une attention prioritaire en matière d'appui social et économique



Dr Yves Jackson
Médecin interniste généraliste
HUG



Dre Roberta Petrucci
Pédiatre
MSF



Dre Noémie Wagner
Pédiatre
HUG et MSF

ILLUSTRATION DE SITUATION : EXTRAITS D'ENTRETIENS MENÉS AVEC DES PARTICIPANTS

- Une femme originaire du Pérou avait trois enfants à sa charge et vivait seule dans un studio. Elle travaillait dans la garde d'enfant mais elle a perdu son travail parce que ses employeurs avaient peur qu'elle contamine leurs enfants et passaient plus de temps à la maison, raison pour laquelle ils avaient plus de temps pour s'occuper de leurs petits. Ses enfants se plaignaient de devoir manger tous les jours la même chose mais grâce aux distributions des Vernets, elle a pu avoir de la nourriture diversifiée. Elle ne mangeait pas de petit déjeuner pour garder à manger pour ses enfants.

- Une mère slovène élève seule 5 enfants et avait du mal à payer son logement mais l'Hospice Général l'aide. Elle fait le tour des distributions alimentaires afin d'avoir assez à manger pour sa famille, sinon elle n'aurait pas assez à manger. Elle tenait vraiment à remercier tous les bénévoles. Sa gentillesse faisait chaud au cœur.

- Un homme de 43 ans d'origine Philippine mais ayant grandi depuis l'âge de 12 ans à Genève raconte qu'il était en train de divorcer et que la pension que demande sa future ex-femme pour leurs deux filles est si haute qu'il s'est retrouvé sans domicile et vit chez une amie. Il a augmenté sa franchise d'assurance-maladie afin de diminuer ses dépenses et il a donc très peur de tomber malade ce qui fait qu'il a décidé de ne plus donner son sang.

- Une femme érythréenne avait un bébé de 6 mois dans les bras et était dans la longue file d'attente non prioritaire. Elle expliquait qu'elle ne mangeait parfois pas de la journée à cause d'un manque de moyens financiers et qu'elle avait peur de l'impact de cela sur l'allaitement de son petit.

- Une jeune maman était préoccupée pour son enfant de 6 mois parce que par manque de moyens financiers, elle ne pouvait plus acheter du lait en poudre

- Un jeune homme espagnol de 19 ans était venu pour trouver du travail mais le confinement l'en a empêché. Il a parfois été privé de nourriture mais il se disait fort assez pour résister et espérait pouvoir trouver rapidement du travail dans le bâtiment

- Une grande partie de participants eux avaient l'air au courant des différentes options qu'ils avaient pour se faire aider. Plusieurs participants ont rapporté que le colis alimentaire reçu durant la distribution était essentiel pour garantir à leur famille une quantité et qualité de nourriture acceptable durant la semaine. Beaucoup de participants ont fait part de leur inquiétude par rapport à la poursuite du soutien alimentaire, social et économique à Genève et faisaient part d'un besoin d'aide pour payer leur loyer et éviter de perdre leur logement.

ANALYSE DES DONNÉES

Participants

- Accepte de participer 358 (89.7%) sur 399 personnes sollicitées
- A au moins un enfant de moins de 13 ans à charge à Genève : 310 (86.6%) des 358 participants

Données sociodémographiques

- Permis de séjour (307 répondants)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaires *	Permis longue durée**
Nombre de personnes	67 (21.8%)	31 (10.1%)	169 (55%)	40 (13%)

*Permis B=119 (38.8%), F=38 (12.4%), G=2 (0.7%), L= 1 (0.3%), N=4 (1.3%). En outre : inconnu=3 (1.0%), de passage=2 (0.6%)

** Permis C

- Genre (310 répondants) : Femmes: 222 (71.6%)
- Age (263 répondants) : médiane 37, valeur minimale et maximale : 18-67 ans

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaires	Permis longue durée
Médiane	36.5	36.5	37	40
Min - Max	25-55	19-56	18-55	27-67

- Principales nationalités (305 répondants): Erythrée=62, Suisse= 32, Philippines=21, Afghanistan=20, Mongolie=16
- Région d'origine (305 répondants) : Europe=67 (22%), Asie=76 (24.9%), Afrique=102 (33.4%), Amériques=60 (19.7%)
- Nombre d'enfants à charge de moins de 13 ans (307 répondants): médiane=2, min.-max. : 1-6

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaires	Permis longue durée
Médiane	1	2	2	2
Min - Max	1-4	1-5	1-6	1-5

- Parent seul en charge des enfants (307 répondants): 123 (40.1%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaires	Permis longue durée
Parent seul	34/67 (50.7%)	15/31 (48.4%)	60/169 (35.5%)	14/40 (35%)

Conditions de vie

- Logement (307 répondants) : en hébergement collectif=43 (14%) ; maison ou appartement=264 (86 %)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Collectif	9 (13.4%)	5 (16.1%)	28 (16.6%)	1 (2.5%)
Maison/appartement	58 (86.6%)	26 (83.9%)	141 (83.4%)	39 (97.5%)

- Nombre de personnes dans le même logement (266 répondants) : médiane=3 (2-8)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Médiane	1	2	2	2
Min - Max	1-4	1-5	1-6	1-5

- Indice de densité d'occupation du logement (personnes/pièce à dormir) (267 répondants): médiane= 2, min.-max. : 0.4-7

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Médiane	2	1.5	2	2
Min - Max	1-7	0.4-4	0.8-6	0.7-5

- Surdensité logement (≥ 2 personnes/pièce à dormir) (266 répondants)= 155 (58.3%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Surdensité	46/58 (79.3%)	7/26 (26.9%)	80/143 (55.9%)	22/39 (56.4%)

- Difficulté à payer le loyer (263 répondants) : 141 (53.2%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Difficulté paiement du loyer	41/57 (71.9%)	14/26 (53.8%)	63/141 (44.7%)	23/39 (59%)

- Personnes ayant perdu leur logement ou dû déménager depuis le début de la crise du Covid-19 (263 répondants) : 18 (6.8%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Perdu logement ou dû déménager	7/58 (12.1%)	0/26	8/140 (5.7%)	3/39 (7.7%)

Insécurité alimentaire

Avant la crise du Covid-19

- Nécessité de réduire la qualité ou la quantité de nourriture lors des repas au moins une fois par manque de ressources financières (310 répondants): jamais= 194 (62.6%), parfois=83 (26.7%), souvent=33 (10.7%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Jamais	42 (62.7%)	17 (54.8%)	112 (66.3%)	23 (57.5%)
Parfois	16 (23.9%)	9 (29%)	44 (26%)	12 (30%)
Souvent	9 (13.4%)	5 (16.1%)	13 (7.7%)	5 (12.5%)

- Enfants : Nécessité de réduire la qualité ou de la quantité de nourriture lors des repas (306 répondants) : jamais=225 (73.5%), parfois=58 (19%), souvent : 23 (7.5%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Jamais	50 (75.8%)	22 (71%)	124 (73.4%)	29 (73.5%)
Parfois	11 (16.7%)	5 (16.1%)	33 (19.5%)	58 (19%)
Souvent	5 (7.6%)	4 (12.9%)	12 (7.1%)	23 (7.5%)

Depuis la crise du Covid-19

- Nécessité de réduire la qualité ou la quantité de nourriture lors des repas au moins une fois par manque de ressources financières (307 répondants) : jamais=98 (31.9%), parfois= 116 (37.8%), souvent=93 (30.3%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Jamais	20 (29.9%)	8 (25.8%)	61 (36.1%)	9 (22.5%)
Parfois	25 (37.3%)	10 (32.3%)	64 (37.9%)	17 (42.5%)
Souvent	22(32.8%)	13 (41.9%)	44 (26%)	14 (35%)

- Enfants : nécessité de réduire la qualité ou de la quantité de nourriture lors des repas (307 répondants) : jamais=150 (48.9%), parfois=91 (29.6%), souvent=66 (21.5%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Jamais	32 (47.8%)	15 (48.4%)	88 (52.1%)	15 (37.5%)
Parfois	23 (34.3%)	5 (16.1%)	48 (28.4%)	15 (37.5%)
Souvent	12 (17.9%)	11 (35.5%)	33 (19.5%)	10 (25%)

- Nécessité d'éliminer au moins un repas par manque de ressource financière (insécurité alimentaire avec faim) (307 répondants): oui=72 (23.5%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Manqué 1 repas	16/67 (23.9%)	10/31 (32.3%)	33/169 (19.5%)	13/40 (32.5%)

- Enfants : nécessité d'éliminer au moins un repas (307 répondants) : oui=27 (8.8%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Manqué 1 repas - enfants	4/67 (5.9%)	6/31 (19.5%)	13/169 (7.7%)	4/40 (10%)

- Nécessité de se passer de nourriture durant au moins une journée entière par manque de ressource financière (insécurité alimentaire avec faim modérée à sévère) (307 répondants): oui=19 (6.2%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Journée sans manger	5/67 (7.4%)	4/31 (12.9%)	8/169 (4.7%)	2/40 (5%)

- Enfants : nécessité de se passer de nourriture durant au moins une journée entière (307 répondants) : oui=3 (1%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Journée sans manger - enfants	0/67	1/31 (3.2%)	2/169 (1.2%)	0/40

Infection à Covid-19

- Chez la personne interrogée (308 répondants) : symptômes compatibles mais pas fait de test de dépistage=16 (5.2%), symptômes avec test de dépistage positif=5 (1.6%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Non	62 (92.5%)	26 (83.9%)	160 (94.7%)	38 (95%)
Symptômes mais pas fait de test	5 (7.5%)	3 (9.7%)	7 (4.1%)	1 (2.5%)
Symptômes avec test positif	0	2 (6.5%)	2 (1.2%)	1 (2.5%)

- A cohabité avec une personne malade dans le même logement (308 répondants): cohabitant avec symptômes qui n'a pas fait de test=21 (6.8%), cohabitant avec symptôme et avec un test positif= 10 (3.2%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Non	60 (89.6%)	26 (83.9%)	152 (89.9%)	38 (95%)
Symptômes mais pas fait de test	5 (7.5%)	3 (9.7%)	12 (7.1%)	1 (2.5%)
Symptômes avec test positif	2 (3%)	2 (6.5%)	5 (3%)	1 (2.5%)

- Personnes symptomatiques sans test qui ont partagé un logement avec un cas confirmé : 3
→ Cas confirmés (n=5) ou très probable (n=3) : 8 (2.6%)

Données spécifiques aux enfants

- Nombre d'enfants de moins de 13 ans à charge à Genève chez les 310 participants : 542

- Age médian: 5 ans, min.-max. : 0-12 ans

Distribution des âges par groupe

0-23 mois	2-4 ans	5-12 ans
93 (17.1%)	144 (26.6%)	305 (56.3%)

- Enfants suivis par un pédiatre référent ? (Réponses à propos de 541 enfants) :
Oui=508 (93.9%), Non=32 (5.9%), Ne sait pas=1 (0.2%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Pédiatre référent	82/103 (79.6%)	62/62 (100%)	280/290 (96.6%)	76/77 (98.7%)

- Date du dernier suivi (505 enfants)

Le mois précédent	159 (31.5%)
L'année précédente	311 (61.6%)
Entre 1 et 2 ans auparavant	19 (3.8%)
Plus de 2 ans auparavant	16 (3.1%)

	Sans-papiers	Suisses	Permis temporaire	Permis longue durée
Au cours du mois précédent	16/81 (19.8%)	18/61 (29.5%)	103/279 (36.9%)	17/76 (22.4%)
Durant l'année précédente	56/81 (69.1%)	41/61 (67.2%)	159/279 (57%)	52/76 (68.4%)
Il y a plus d'un an et moins de 2 ans	6/81 (7.4%)	0/61	6/279 (2.2%)	7/76 (9.2%)
Pas depuis plus de 2 ans	3/81 (3.7%)	2/61 (3.3%)	11/279 (3.9%)	0/76

- Raisons de non-suivi par un pédiatre référent (32 enfants)

Pour des raisons financières	9 (28.1%)
Suivi à l'hôpital	6 (18.8%)
Je ne sais pas à qui m'adresser	5 (15.6%)
Je ne vois pas l'utilité	4 (12.5%)
Je ne parle pas la même langue et je crains de ne pas pouvoir suffisamment communiquer	1 (3.1%)
Autres motifs (ne tombe pas malade, pas eu le temps de chercher un pédiatre, de passage en Suisse, pas de permis,	7 (21.9%)

- Allaitement des enfants de moins de 2 ans (92 enfants)

Lait artificiel	46 (50%)
Lait maternel	23 (25%)
Lait de vache	17 (18.4%) (dont un enfant de 2 mois, un autre de 7 mois et un troisième de 6 mois)
Lait maternel et lait artificiel	4 (4.4%)
Lait maternel et lait de vache	2 (2.2%) (dont 1 enfant de 6 mois)

- Capacité financière suffisante pour acheter le lait en poudre de son enfant avant la crise COVID, (50 répondants)

Oui	30 (60%)
Pas toujours	9 (18%)
Non	10 (20%)
Ne sait pas	1 (2%)

- Capacité financière suffisante pour acheter le lait en poudre de son enfant depuis le début de la crise COVID, (50 répondants)

Oui	23 (46%)
Pas toujours	18 (36%)
Non	8 (16%)
Ne sait pas	1 (2%)

- Enfant en âge scolaire effectivement scolarisé ? (358 enfants)

Oui	326 (91.1%)
Non	32 (8.9%)

- Raisons de la non-scolarisation (32 enfants)

Âge limite (commencera à la rentrée 2020)	28 (87.5%)
Procédure de scolarisation en cours	2 (6.2%)
Autre	1 (6.3%)

- Accueil préscolaire (175 enfants)

Oui, crèche/garderie	49 (28%)
Oui, maman de jour	1 (0.6%)
Non	123 (70.3%)
Ne sait pas	2 (1.1%)